

Samedi 22 mars, toutes et tous dans la rue contre l'extrême droite et Macron !

L'offensive de l'extrême droite est internationale, portée par la présidence néofasciste de Trump 2 qui soutient le génocidaire Netanyahu et le dictateur Poutine. Trump radicalise davantage ses positions, mettant en œuvre des politiques racistes et discriminatoires, menant une guerre idéologique contre les secteurs culturels et d'éducation tout en prenant des mesures répressives, promettant notamment de renforcer l'impunité des forces de l'ordre en cas de répression des manifestations. Son influence dépasse les frontières américaines et inspire les mouvements d'extrême droite en Europe, qui reprennent ses stratégies populistes pour capter l'électorat populaire tout en défendant un modèle économique favorable aux grandes entreprises et aux multinationales. Sur tous les terrains, l'extrême droite progresse, encouragée en ce sens par une internationale réactionnaire.



En France, cette dynamique est évidemment incarnée par le Rassemblement National et ses satellites radicaux, mais aussi au cœur du gouvernement avec des figures comme Bruno Retailleau et même François Bayrou qui déclare que la France serait victime d'une « submersion migratoire ».

L'ensemble de ces discours est relayé et amplifié par les empires médiatiques de Bolloré, Drahic et Lagardère, en plus des réseaux sociaux aux mains de Musk ou Zuckerberg, incubateurs de fake news et d'idéologie raciste et suprémaciste.

Le projet politique de l'extrême droite internationale ne se limite pas à désigner des boucs émissaires : elle vise à structurer un ordre racial au service d'un pouvoir autoritaire et inégalitaire. Les non-Blancs et les populations musulmanes ou supposées telles en sont les premières victimes. Loin d'être un simple détournement de la colère populaire, son racisme est fondamental et indissociable de son programme.

Bruno Retailleau et la droite réactionnaire tentent d'imposer une vision ultraconservatrice en attaquant les droits sociaux et en prônant une répression accrue des mobilisations populaires. Il a notamment défendu une ligne dure contre les syndicats et manifestant-e-s, appelant à un durcissement des lois anti-grèves et à une criminalisation renforcée des mouvements sociaux. Son offensive raciste se matérialise contre l'Algérie, une politique aux relents néo-coloniaux, et ses décrets visant à accélérer les personnes frappées d'OQTF (Obligation de quitter le territoire français). L'expulsion du théâtre de la Gaîté Lyrique, occupée par des centaines de jeunes mineur-e-s réfugié-e-s qui demandaient une régularisation de leur situation et leur droit

à être pris-es en charge par les services sociaux de l'Etat, met en lumière son programme, qu'il se doit de durcir en vue de prendre la tête du parti Les Républicains.

Une instrumentalisation de l'antisémitisme pour attaquer LFI

Dans ce climat de durcissement réactionnaire, l'instrumentalisation de l'antisémitisme pour discréditer les mouvements de gauche, en particulier La France Insoumise (LFI), est un phénomène inquiétant et révisionniste. Depuis le 7 octobre, les cadres de LFI sont accusé-e-s d'antisémitisme dès qu'ils/elles expriment une critique de la politique génocidaire israélienne.

Parallèlement, LFI et ses militant-e-s sont la cible d'attaques incessantes, qu'il s'agisse d'accusations de complaisance envers l'islamisme, de déformations systématiques de leurs positions ou de tentatives de marginalisation dans le débat public. Ces campagnes de diabolisation servent de fait les intérêts de l'extrême droite et d'une partie de la droite traditionnelle et libérale, qui cherchent à délégitimer toute opposition véritable aux politiques libérales et sécuritaires.

Le combat contre l'extrême droite ne peut se limiter à des appels à la défense de la démocratie abstraite ou à des alliances électorales de circonstance. Il doit s'appuyer sur une lutte sociale ancrée dans les revendications concrètes des travailleurs et des travailleuses : augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail, lutte contre la précarité, renforcement des services publics, tout en insistant sur le caractère intrinsèquement suprémaciste de l'extrême droite.

Face à l'extrême droite, au gouvernement illégitime de Bayrou et à Macron, il est urgent de reprendre la rue, de mettre en avant nos revendications par nos propres moyens.

Toutes et tous en manifestation samedi 22 mars !

Tristan Daul, le 22 mars 2025